

Trois décennies de travaux sur les mobilisations politiques et sociales

Propos recueillis par Gérard Mauger, Claude Poliak et Louis Weber

Savoir/agir : Vous avez enquêté sur le militantisme humanitaire et dirigé un livre qui en est issu publié en 2002. Dans la conclusion, vous esquissiez une réflexion plus générale sur le militantisme. Pouvez-vous rappeler comment vous avez été amenée à faire cette enquête ? Quels étaient alors les termes du débat autour de la question du militantisme ?

Annie Collovald : Quand nous avons, Marie-Hélène Lechien, Sabine Rozier, Laurent Willemez et moi-même, réalisé notre enquête, dans les années 1994-1995, les débats concernaient les modes d'existence des syndicats (syndicats de services ou syndicats de lutte ?) avec, plus ou moins explicitement, une opposition entre la CFDT et la CGT. Il était question de la chute des taux de syndicalisation ou du déclin des appartenances syndicales ; on insistait sur l'avènement d'un « militantisme moral » ou « par conscience », attribué des classes moyennes éduquées supposées mobilisées sur des enjeux (féminisme, écologie

etc.) autres que « matérialistes » et se dévouer aux autres de façon désintéressée. Les débats avaient un peu évolué quand nous avons, en 2001, repris nos analyses pour en faire un livre¹, mais sans véritablement bouleverser les lignes de partage (on pourrait même dire qu'elles les renforçaient). Dans l'intervalle, étaient parus notamment deux livres marquants : celui sous la direction de Pascal Perrineau sur l'engagement politique (*Déclin ou mutation ?*, s'interrogeait-il) et celui de Jacques Ion, *La fin des militants* ² Ces deux livres affirmaient le déclin du militantisme sous l'effet de l'apparition de nouveaux venus porteurs de comportements altruistes (« restreints et contractuels ») et d'une nouvelle éthique de l'engagement (« indolore », c'est-à-dire sans obligation de dévouement et de devoir) ; ils prophétisaient l'instauration d'une modernité enfin débarrassée des héritages, des traditions, des pesanteurs sociologiques et communautaires qui auraient été la marque du « stade »

1. Collovald (A.), dir., *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de "solidarité internationale" en faveur du Tiers Monde*, Rennes, PUR, 2002.

2. Perrineau (P.), dir., *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 1995 ; Ion (J.), *La fin des militants ?*, Paris, Éditions de L'Atelier, 1997.

précédent. Les discussions étaient pour partie cadrées par ces approches largement diffusées et empruntées aux débats qui divisaient partis et syndicats. Les syndicats étaient-ils démocratiques (une organisation hiérarchisée verticalement étant supposée non démocratique alors qu'une organisation « horizontale » ou en « réseau » favoriserait la participation de tous sans imposition d'autorité) ? Modernes ? Efficaces ? N'assistait-on pas à une augmentation des aspirations à l'autonomie individuelle ou à un « processus d'individuation » propre à toute « société d'individus » ?

Je résume rapidement, mais on peut voir que la question du militantisme était beaucoup plus une question politique que sociologique et tendait à départager syndicats et mouvements sociaux selon leur « bonne forme militante et démocratique ». On invoquait des discontinuités et des antagonismes entre hier et aujourd'hui (mais c'est quand hier ? à partir de quelle date exactement est-on « aujourd'hui » ?), entre ancien et nouveau (mais nouveau par rapport à quoi ? Le thème de la nouveauté n'est-il pas très ancien si l'on songe par exemple aux « nouveaux mouvements sociaux » des années 1970 – qui ont d'ailleurs bien mal vieilli ? Ne s'agit-il pas plutôt d'une stratégie d'auto-légitimation et de délégitimation des autres au nom d'un passé proclamé archaïque, routinier, démodé, inadapté, bref dépassé par la « modernité » ?), etc. Tous ces raisonnements nous semblaient reposer sur des jugements de valeur sous couvert de constats objectifs et faire du modèle Cgétiste et du militantisme ouvrier des contre-exemples. Ils opéraient une relecture de l'histoire du mouvement ouvrier (c'est bien de militantisme ouvrier qu'il s'agit quand on évoque le modèle du militant « total » prison-

nier de l'organisation) selon un schème moral opposant modernes et rétrogrades, éthique et politique, désintéret, altruisme et intérêt, égoïsme. Ce faisant, cette relecture disqualifiait une pratique conçue comme rééquilibrage des rapports de force, mobilisation du plus grand nombre pour peser face à ceux qui détiennent la puissance sociale et politique. Ce partage prenait d'autant mieux que l'intérêt sociologique se portait alors presque exclusivement sur « des mouvements sociaux » ou des organisations apparemment nouvelles (DAL, Act up...) et de moins en moins sur les grèves, les manifestations, les luttes au travail qui, dans les années 1970, avaient retenu la curiosité des sociologues et des historiens. Nous n'échappions donc pas à cette humeur ambiante en nous intéressant au militantisme humanitaire³. Cette évolution des débats en cours n'a pas été étrangère à la façon dont nous avons repris et précisé notre argumentation tant ils avaient tendance à irriter notre sens sociologique si je peux le dire ainsi. Sur la base des résultats de notre enquête nous avons des arguments sociologiques à leur opposer.

Savoir/agir : Comment avez-vous travaillé et quels arguments sociologiques aviez-vous à leur opposer ?

Annie Collovald : Au départ nous nous sommes appuyés très classiquement sur les acquis de la sociologie du travail et des professions et de la sociologie politique, de l'action collective et des politiques publiques pour bâtir nos hypothèses et nos investigations. Nous avons

3. Au même moment, Pascal Dauvin et Johanna Siméant publiaient leur ouvrage sur le travail humanitaire (Paris, Presses de Sciences-Po, Paris, 2003).

quand même l'idée – idée reçue – que nous allions rencontrer plutôt des jeunes peu intéressés par et faiblement intégrés à l'univers syndical. Notre enquête était en effet commanditée et financée par un ensemble d'associations et d'ONG proches de la CFDT⁴ qui voulaient connaître ces militants s'impliquant dans des actions d'aide auprès des « autres lointains » et non dans des actions syndicales, ayant justement en tête que ces mobilisations concernaient principalement des jeunes salariés, peu politisés et motivés par des actions internationales. Mieux connaître leurs motivations devait permettre, à leurs yeux, d'évaluer leurs investissements et de trouver une solution pour les ramener ensuite dans le giron des activités proprement syndicales. Le moment était d'ailleurs propice à de telles interrogations. À côté des « urgentistes » (comme Médecins du Monde, Médecins sans frontières, Aide et actions...), les OSI (organisations de solidarité internationale) se multipliaient depuis les années 1970 et structuraient leur militantisme autour du modèle de l'expertise : souci du diagnostic d'une « demande » d'aide, élaboration d'un projet *ad hoc* aux finalités précises, souci de l'efficacité des actions de terrain, ajustement des compétences à l'objectif visé. Quelques exemples : des salariés organisaient des collectes de dons pour financer des constructions d'écoles, d'orphelinats, dispensaires en Asie, Afrique, Amérique Latine, ou proposaient sur la base de leur métier des « transferts de technologies »

en se rendant à l'étranger pour des opérations de modernisation technique associant les acteurs locaux : électrification de villages, installation de pompes hydrauliques, agriculteurs mettant en place des modes de culture et d'irrigation adaptés à l'économie rurale. Cet « humanitaire » avait alors une forte légitimité publique et ces pratiques connaissaient un succès certain à EDF, avec la création régulière, dès 1986, de nouvelles associations, les clubs CODEV (Coopération-Développement). Pour décrire leur investissement, les militants empruntaient le même registre de justification que les autres OSI : actions concrètes, micro-projets pensés sur le mode managérial de l'entreprise responsable. Ces clubs réunissaient des équipes restreintes de salariés qui envoyaient en mission à l'étranger entre dix ou quinze personnes pour électrifier un village.

Notre hypothèse, tout à fait classique également, était que s'il y avait bien changement dans les pratiques militantes, c'était à l'intérieur du militantisme qu'il se produisait (il ne s'agissait pas d'un changement de militantisme, mais d'un changement dans le militantisme) et qu'il fallait se poser des questions sur la construction de la cause que les individus acceptent de servir, les opportunités qu'elle crée et les limites ou interdits (sociaux, politiques, cognitifs) qu'elle instaure ; sur les déplacements des loyautés et des dévouements consentis, l'importation de compétences diversifiées et l'acquisition de nouvelles ; sur les significations différentes et changeantes dont les militants investissent leurs actions. Cela supposait d'observer moins les personnes que leurs pratiques sociales et politiques, d'en suivre la « carrière » et de s'intéresser aux dilemmes pratiques que ces militants affrontaient dans le cours même de leurs activités. Quatre questions ont orienté

4. CFSI (Comité français de solidarité internationale), CCAS (Caisse centrale d'actions sociales) d'EDF-GDF, DAI (Direction des Affaires internationales), Clubs CODEV et l'Institut Belleville, ONG de la CFDT. L'enquête a donné lieu à un rapport : *Un militantisme de transition. Enquête sur les actions de solidarité internationale menées par des salariés d'entreprise*, 1995.

l'investigation : Comment ces salariés se mobilisent-ils et agissent-ils ensemble ? Quelles sont les dispositions sociales qui sous-tendent leur engagement ? Quelle signification lui donnent-ils ? Avec quels effets sur leurs pratiques de dévouement et de représentation d'eux-mêmes et de leur action militante ? Empiriquement, nous avons fait feu de tout bois ; nous nous sommes appuyés sur des entretiens biographiques longs (entre 2 et 3 heures) auprès d'une centaine d'intervenants, sur des observations ethnographiques de réunions préparant l'action sur le terrain ou réalisées au retour, sur la lecture des publications des associations, des comptes-rendus et documents internes, sur l'analyse de films montrant les actions sur le terrain (notamment le documentaire présenté par Arte, « Nirodu-Sahel, une ville sous tension » réalisé par Christian Lallier en 1999, qui suit une mission d'électrification au Mali menée par un CODEV fondé au milieu des années 1990). Et là – c'est un des plaisirs du travail empirique – nous sommes allés de surprises en surprises...

Les OSI examinées attirent, certes, de jeunes salariés, nouveaux entrants dans le militantisme, mais qui ne prolongent que rarement leur engagement. À l'inverse, la plupart de leurs membres qui restent et « tiennent » sont d'anciens militants syndicaux ou politiques, venus de mouvements chrétiens et tiers-mondistes, passés majoritairement à la CFDT avant de se reconvertir dans « l'humanitaire expert » sans se dissocier de leur affiliation à leur confédération. Il s'agissait en fait d'un reclassement politique, phénomène que l'on retrouve à l'œuvre dans l'éclosion de nouvelles associations comme celles qui luttent pour l'obtention de droits (droits aux papiers, au logement, au travail...) et non du surgissement « spontané » d'une

nouvelle génération. Et ces militants mobilisaient leur famille, leur vie privée et toutes leurs compétences (pas seulement professionnelles, mais aussi celles « à côté » : bricolage, débrouillardise, pratiques culturelles...) pour réaliser leur projet d'aide. Tout cela rendait très discutables les constats sur l'apparition d'un nouveau « militant distancié » entendu comme l'expression d'un engagement symbolisé par « le post-it », détachable et mobile : mise à disposition de soi, « résiliable à tout moment » et qui serait plus « libre », plus « efficace » et réfractaire à toute tutelle organisationnelle. Ce qui est nouveau, notre enquête le montrait, ce ne sont pas les militants eux-mêmes, mais le répertoire d'actions qu'ils adoptent. Par ailleurs, ces militants importent et conservent une culture politique acquise lors de leurs engagements passés ; le plus étonnant, le plus contre intuitif, c'est que ce sont ceux qui détiennent le plus de ressources politiques qui tiennent le mieux le registre discursif de l'humanitaire expert (et non les plus « humanistes » ou « altruistes »). Ce qui s'invente alors, c'est une autre conception de l'action militante qui s'inscrit en concurrence avec d'autres conceptions (notamment syndicales et politiques) de l'aide à apporter aux plus vulnérables. Et elle ne va pas de soi pour ces « vieux » militants qui sont d'anciens militants chrétiens passés par le tiers-mondisme et les organisations de gauche ou d'extrême-gauche.

Leur reclassement les oblige à un travail difficile et exigeant de reconversion, travail sur eux-mêmes et sur leur rapport aux « autres aidés » pour se conformer à la cause à laquelle ils sont censés se dévouer : apprendre à se défaire de toute considération politique ou religieuse pour penser les autres et l'aide à leur apporter, à limiter leurs enjeux, à

refuser de placer l'injustice à la source de leurs dévouements et à techniciser leur indignation au point de la faire oublier dans des actions sérialisées et ponctuelles. Ces militants doivent travailler à rendre ainsi perceptible, et d'abord à leurs propres yeux, la réalité « technique » des difficultés qu'ils se destinent à résoudre par la mobilisation de leurs compétences professionnelles ; ils ont aussi à reformuler les griefs des populations locales en « demande d'aide au développement ». Or cet exercice pratique de rééducation produit ses propres censures. C'est que la conception managériale de l'efficacité adoptée produit ses propres limites cognitives. D'une part, en exigeant la mise en suspens de toute considération politique et confessionnelle, elle empêche les militants d'avoir une connaissance concrète de la vie des populations locales visées ; d'autre part, elle oriente leurs énergies dans des pratiques de contrôle de l'action avant ou après coup et non dans celles de l'interaction avec les autres aidés. La confrontation avec les « autres lointains » réalise, alors, là où les militants ne l'attendaient pas, une sorte de rappel à la réalité du monde social et politique : lorsqu'ils s'aperçoivent que leur « technique » est un enjeu politique et d'honneur, que pour accomplir leur installation technologique, ils doivent constamment négocier avec les diverses autorités locales et se plier à des choix d'emplacements et des rythmes de travail qui ne sont pas ceux qu'ils avaient prévus selon leur rationalité d'experts, etc. La confrontation avec la population locale fait alors ressurgir le « refoulé » de leurs propres dévouements et souvent sous une forme extrêmement violente pour eux : quand ils se voient traiter de « nouveaux colons »

ou de « touristes », eux qui dépensent sans compter leur temps, leur argent et leurs efforts. Cette rencontre impensée les oblige à improviser des solutions pour sauver la face (aux yeux des « autres aidés », de leurs coéquipiers et d'eux-mêmes) et poursuivre, malgré tout, la mission projetée. Elle engendre des formes de désarroi d'autant plus douloureuses et démoralisantes qu'elles n'ont pas été anticipées.

Leurs réactions sont à la mesure de leurs espoirs lorsqu'ils ont reconnu dans l'offre d'expertise humanitaire un moyen de restaurer un sentiment d'utilité que la plupart ne trouvaient plus ni dans le militantisme ni dans la routine de leur occupation professionnelle. Or, et c'est un autre paradoxe lié à la force des croyances, la contradiction vivement ressentie sur le terrain et subjectivement insupportable les pousse, au retour, non pas à changer de modes d'action, mais à les relancer en les espérant cette fois mieux affûtés et plus efficaces.

Ce qui est alors troublant dans ce militantisme, c'est que les modes d'actions adoptés semblent ne pouvoir « convenir » que dans la mesure où « l'humanité » (c'est-à-dire l'existence sociale et politique concrète) des « autres lointains » est sans cesse déniée. C'est dans ce déni qu'ils peuvent déployer la force de conviction nécessaire pour que soient assumés les coûts moraux (en temps, en efforts, en travail sur soi) inévitables. On peut se demander si ce militantisme humanitaire ne livre pas la « vérité » de toutes les causes actuelles, même les mieux arrimées aux groupes qu'elles défendent : il n'y a de dévouements possibles que dans et par la mise à distance des plus démunis auxquels on se dévoue, sans cesse renvoyés au statut « d'étrangers » à leur propre destinée.

Savoir/agir : Vous dites qu'il s'agit d'une approche classique du militantisme, mais vous avez néanmoins prêté une attention particulière à l'analyse de la construction sociale de « la cause », « humanitaire » en l'occurrence...

Annie Collovald : Nouveauté ? Oui et non. Des historiens et des sociologues se sont intéressés à la construction de causes. Nous avons, Brigitte Gaiti et moi, dirigé deux numéros de *Politix*⁵ où intervenaient plusieurs d'entre eux et où nous avons dressé un état des lieux des problématiques en cours. Avec leurs points aveugles. Il est vrai qu'alors (c'est moins vrai aujourd'hui), la sociologie de l'action collective analysait peu les causes auxquelles les militants se dévouent, si ce n'est pour en faire les causes de leur engagement comme si tous partageaient d'emblée les mêmes idées, convictions, croyances qui en retour déterminaient leurs motivations et leur investissement militant. Ce qui produisait des raisonnements somme toute tautologiques qui ne découvraient, chez les militants, que des dispositions adéquates à l'action réalisée : si l'on donne dans l'humanitaire, c'est parce que l'on est humaniste, altruiste ; si l'on vote FN, c'est parce que l'on est raciste, xénophobe. Il y a là une très grande économie dans l'explication ! Du coup, il y avait peu d'analyses sur ce que les « causes défendues » faisaient à ceux qui se mettaient à leur service, notamment à leurs manières d'agir et de penser. Or ces questions rejoignaient mes préoccupations du moment. J'avais travaillé sur le « poujadisme », fini de reprendre ma thèse sur le gaullisme pour en faire un livre⁶, je commençais à

m'intéresser à l'histoire du « populisme ». Bref, ma curiosité se portait sur l'analyse des « ismes » en essayant de faire une sociologie des idées (ou des mots) attentive aux processus collectifs de leur formation, validation, circulation et aux décalages qui pouvaient se produire entre les représentations qu'ils forgeaient et la réalité empirique du phénomène ainsi qualifié. « Comment les mots et les choses tiennent-ils ensemble ? » pour reprendre une formule de Foucault, c'était ce qui m'intéressait. Et c'est sous cet angle que j'ai tenté de restituer l'histoire de la cause humanitaire. Cela a permis, me semble-t-il, de réviser quelques idées préétablies⁷, notamment parce que cette histoire a été le plus souvent une histoire interne aux humanitaires et écrite de leur point de vue⁸. Cette cause ne naissait pas toute armée d'une modification brutale des malheurs du monde liée à la gravité accrue des détresses humaines (aggravation des conflits, augmentation des catastrophes écologiques) ou d'une élévation soudaine du seuil de sensibilité à la violence commise et éprouvée : elle résultait d'abord de la reconversion d'une cause politique, celle de la solidarité envers les « pauvres nécessiteux ». Elle était initiée non par des « hommes nouveaux » porteurs d'un nouvel altruisme plus international ou davantage dotés de « conscience

7. Outre le chapitre consacré à cette histoire dans l'ouvrage publié aux PUR (« L'humanitaire expert : le désencastrement d'une cause politique »), voir « De la défense des "pauvres nécessiteux" à l'humanitaire expert. Reconversion et métamorphoses d'une cause politique », *Politix*, 56, 2001.

8. Histoire dans laquelle les ONG médicales sont les héroïnes, où les contextes de crise ou de guerre sont les conditions révélatrices des autres à aider, où le rapport noué avec eux est uniquement déterminé par « l'urgence » et où la principale rupture retenue par rapport aux pratiques anciennes de solidarité réside dans les stratégies employées, notamment le refus déclaré de la neutralité des intervenants et leur « transfrontiérisme ».

5. « Causes entendues », *Politix*, dernier trimestre 1991, 1er trimestre 1992.

6. *Jacques Chirac et le gaullisme. Biographie d'un héritier à l'histoire*, Paris, Belin, 1999 (réédité en poche en 2010).

morale » que leurs prédécesseurs, mais elle était issue des modifications qui ont affecté les transactions entre différents secteurs jusque-là disjointes (État, administration, politique, monde de l'entreprise, journalisme, institutions internationales). Leur rencontre facilitait alors une transnationalisation des catégories pour penser les « autres » et leurs aspirations, notamment un import-export de catégories développementalistes. Par ailleurs, les représentations de la vulnérabilité sociale et politique et les modes d'action destinés à y remédier étaient métamorphosés au point de dessiner les contours d'un nouveau territoire du militantisme dans lequel les « autres aidés » sont relégués au rang de « refoulés » des politiques imaginées pour les sauver. La cause humanitaire ne changeait pas ainsi les dispositions à militer mais la manière d'envisager les dévouements et, plus précisément, de considérer les « autres » auxquels ils sont destinés : en en faisant « des demandeurs d'aide » jugés à partir de leur conformité aux attentes des « aidants » et, du même coup, en enlevant à ces demandeurs toute autonomie dans la prise en charge de leurs propres malheurs : tout ce que l'on retrouve également à propos des plus démunis en France, il y a import-export de catégories de pensée qui alignent les représentations des « autres aidés », qu'ils soient lointains ou proches.

Savoir/agir : Pouvez-vous rappeler quelques-unes des étapes qui vous ont conduite à enquêter sur le militantisme ?

Annie Collovald : : Peut-être une précision. Je ne me sens pas vraiment spécialiste du militantisme, d'autres le sont beaucoup plus que moi. J'ai le même malaise ou sentiment de porte-à-faux quand on m'interroge « en tant que spécialiste » sur la droite, l'extrême-droite,

le vote des groupes populaires, etc. Je me sens toujours « à côté », une sociologue « de travers » en quelque sorte, parce que ce sont là des « terrains » que j'ai certes examinés (parfois de loin), mais les problèmes. qui m'intéressent – c'est quoi un héritage, une filiation, une fidélité ? comment est-on hérité par son héritage, avec quelles conséquences ? comment se construisent des filiations politiques ? comment et à quel prix se travaillent les fidélisations à soi-même, etc. ? –, problèmes, avouons-le, qui ne déplacent pas les foules et qui ne retiendraient l'attention d'aucun financeur en ces temps de recherches appliquées, mais qui m'importent en tant que chercheuse. C'est aussi que je refuse – c'est mon inertie intellectuelle propre – de me laisser enfermer dans un domaine ou une spécialité. La sociologie comme la science politique souffrent trop à mes yeux d'une hyperspécialisation qui porte à méconnaître les apports d'autres disciplines de sciences sociales ou sous-disciplines sociologiques. Je préfère me revendiquer sociologue du politique généraliste, avec ses *hobbies* – la sociologie des idées, la sociologie des engagements – et son travail artisanal. Ainsi, même si le militantisme m'intéresse et si j'ai mené quelques enquêtes sur ce phénomène⁹, ce sont plutôt les actions collectives (et leurs effets) qui suscitent ma curiosité, sans doute parce qu'elles ne vont pas de soi. « Pourquoi les hommes ne se révoltent-ils pas plus souvent ? » : il y a là une question décisive car elle suggère des obstacles à la mobilisation, mais aussi l'attitude la plus fréquente qui est de tenter de rendre supportable l'insupportable et

9. Comme l'enquête menée avec Lilian Mathieu sur les mobilisations dans les secteurs flexibles et précaires.

non de l'accepter. Des actions collectives peuvent pourtant surgir là où c'est le plus improbable (en ce sens, elles ont le don de déconcerter et de défaire les évidences ou les idées préconçues), elles peuvent être puissantes et faire croire parfois à l'incroyable : elles obligent alors le chercheur à une incessante réflexivité, ne serait-ce que parce que, comme le montre très bien Nicolas Mariot¹⁰, elles n'ont pas besoin pour exister d'idées, de théories, de pensées (ou de délibération intérieure), mais de routines, de conformisme, bref tout ce qui heurte les manières intellectuelles de comprendre les actions en société. Cette posture a le don de libérer l'imagination sociologique, ce qui, me semble-t-il, n'est pas monnaie courante... ne serait-ce que parce qu'elle oblige à réviser les relations de causalité en leur ôtant leur caractère *a priori* logique, évident ou linéaire. Elle implique également un regard moins tranquille ou empreint de certitude sur le cours des phénomènes ou des événements. Par exemple que la démocratie n'est pas forcément le fait de démocrates et qu'il ne suffit pas d'être démocrate pour qu'existe la démocratie ou encore que les monstres politiques ne naissent pas, toujours ni même souvent, des actions ou des idées d'acteurs monstrueux, mais qu'ils peuvent surgir du fonctionnement ordinaire des compétitions politiques démocratiques. C'est l'hypothèse que j'ai suivie dans l'analyse du FN et ce sur quoi nous avons, Brigitte Gaïti et moi, insisté dans l'ouvrage collectif sur la radicalisation politique¹¹.

Je reviens à votre question. Grâce à mon directeur de thèse d'alors (j'en ai changé

quelque temps plus tard pour Michel Offerlé), Pierre Birnbaum, j'avais travaillé, pour un chapitre d'ouvrage¹² sur le recrutement du personnel parlementaire et, sur la base d'un traitement statistique des différentes caractéristiques sociales et politiques des députés, j'avais montré une augmentation très nette des ressources militantes (notamment partisans, mais aussi syndicales) à gauche, mais surtout à droite à partir de 1978, ce qui était plus surprenant. De même, dans ma thèse sur le gaullisme, je m'étais intéressée à la réorientation sur les enjeux électoraux et sur le militantisme interne au parti opérée par Jacques Chirac et le RPR, à partir de 1977-1978. Le militantisme partisan, notamment à droite, faisait donc partie de mes préoccupations empiriques. En outre, parallèlement à la réécriture de l'analyse du militantisme humanitaire, j'étais engagée avec Erik Neveu dans une recherche sur les auteurs de romans policiers. Nous étions tous les deux des « fans » de polars et la fin des années 1990 était une conjoncture où le polar faisait parler de lui : mobilisation des auteurs de romans policiers autour de causes politiques (violents débats internes au groupe à propos des « rouges bruns », participation à la lutte contre le FN avec des associations comme Rasl'front, affaire Battisti) ; entretiens dans la presse grand public d'auteurs donnant leur point de vue sur la vie politique du moment ; numéros de revues consacrés à ce genre littéraire, débats médiatisés avec des auteurs ou des éditeurs de récits policiers. L'attention publique était ainsi focalisée sur le genre policier qui apparaissait comme une sorte de butte rouge dans

10. Voir par exemple parmi ces travaux, « Faut-il être motivé pour tuer », *Genèses*, 53, 2003 ; « L'habitus du dehors », *Politix*, 100, 2013.

11. *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute, 2006.

12. « La République du militant : recrutement et filières de la carrière des députés », in Birnbaum (P.) dir., *Les élites socialistes au pouvoir*, Paris, PUF, 1985.

l'espace littéraire et faisait de certains de ses auteurs des porte-parole politiques. Ce qui nous intéressait, en particulier, c'était la transformation d'un genre littéraire hier méprisé, jugé commercial en un « mauvais genre » certes, mais désormais valorisé et porteur d'une critique sociale. Comment cette légitimation s'était-elle produite ? Il nous a semblé que les auteurs phares alors du polar français – Didier Daeninckx, Thierry Jonquet, Jean-François Vilar, Frédéric Fajardie, notamment – avaient joué un rôle central dans ce processus. Nous avons examiné leur trajectoire sociale et politique, leurs activités et écritures littéraires (en relisant systématiquement leurs livres et leurs déclarations publiques, en consultant les articles de presse qui leur étaient consacrés grâce notamment à la BILIPO – Bibliothèque des littératures policières). Anciens gauchistes passés aux polars à la toute fin de l'effondrement du gauchisme soixante-huitard, ils ont réinvesti dans leur activité d'écrivain les ressources biographiques et les dispositions critiques envers l'ordre établi acquises antérieurement dans leur militantisme et trouvé dans l'offre d'écriture le moyen d'une fidélité à eux-mêmes. La description réaliste du « vécu » des classes populaires ou des marginaux, le recours solidement informé à une histoire politique faite de collusions honteuses nourrissent, dans leurs récits, une dénonciation du politique et, plus précisément, celle de la violence sociale subie par les plus démunis. Leurs préoccupations politiques anciennes sont ainsi reconverties dans l'ordre de la narration, ce qui leur permet de préserver une posture contestataire constitutive de leur identité ancienne, mais au prix d'une redéfinition de leur gauchisme politique en gauchisme littéraire et en contrôlant, par anticipation, la réception de ce qu'ils

font et écrivent. Ce faisant, ils proposent des intrigues, des personnages et des mécaniques narratives qui contribuent à ennoblir le polar français sur le plan littéraire¹³. Là encore, ce sont les activités concrètes et le travail de reconversion militante (avec ses dilemmes et enjeux pratiques) qui nous préoccupaient, phénomènes aisément transposables ailleurs, sur d'autres terrains ou d'autres activités militantes et qui permettent de rompre avec l'évidence des « identités » et des passages d'un univers à l'autre.

Nous avons eu la chance de pouvoir prolonger cette enquête par une autre portant sur les gros lecteurs de romans policiers, grâce à un financement de la BPI du Centre Pompidou et du ministère de la Culture. Elle nous a permis de rencontrer des personnes passionnantes et passionnées et de faire virer très souvent la situation d'entretien en situation d'échanges, qui se finissaient parfois en discussions animées sur nos goûts respectifs. Elle a aussi produit des résultats qui ont le plus souvent déconcerté nos idées de départ. Mais là, c'est une autre histoire et pour ménager le suspense, je vous renvoie au livre qui est en cours de réédition aux PUR¹⁴.

Savoir/agir : Qu'est-ce qui vous intéressait dans l'analyse des droites (le poujadisme, le gaullisme, le populisme) ?

13. Voir « La critique politique du "néo-polar" », in Briquet (J.-L.), Garraud (Ph.), *Juger la politique*, Rennes, PUR, 2001 ; « Le "néo-polar" : du gauchisme politique au gauchisme littéraire », *Sociétés et Représentations*, 11, 2001. Collovald (A.), « Reconversion et gestion des fidélités : le cas des polars français », in Tissot (S.) et al., *Reconversions militantes*, Limoges, Pulim, 2005.

14. *Lire le noir. Enquête sur des lecteurs de récits policiers*, Rennes, PUR, 2013 (1^{re} éd. BPI, 2004).

Annie Collovald : En fait, initialement pas grand chose. Le poujadisme, j'en avais juste une idée vague et peu flatteuse : un mouvement d'artisans et de petits commerçants protestant contre le fisc dans les années 1950. C'est un enseignant qui m'a conseillé ce sujet pour mon mémoire de DEA à Paris I. Cette analyse des poujadistes puis du « poujadisme » a été véritablement une expérience formatrice et fondatrice pour moi : grâce à elle, j'ai fait une double découverte et j'y ai appris en actes le métier de sociologue. Formatrice parce que j'ai découvert qu'il n'y avait pas de réflexion « théorique » sans travail empirique et sans interrogations sur la valeur sociologique des hypothèses de départ ou sur la posture adoptée. Fondatrice parce que j'ai découvert ce qui allait devenir le centre de mes préoccupations scientifiques, en même temps que le point sensible qui allait m'inciter à intervenir dans le débat public (ce qui n'était pas du tout mon « truc ») : l'écart entre une réalité empirique et une représentation stigmatisée de celle-ci. Toutes les idées *a priori* que je pouvais avoir sur eux (des « fachos », des « beaufs) ont été malmenées lors de mon enquête. Je cherchais à comprendre les raisons de l'échec en politique des poujadistes : 52 d'entre eux sont élus députés en 1956 dont 11 vont être invalidés. Seuls 2 seront réélus en 1958. Leur éviction du jeu politique semblait simple à comprendre, l'explication faisait l'unanimité dans les récits de politistes ou d'historiens : l'indigence du programme. On en rappelait les éléments les plus marquants : la défense de l'Empire (et notamment de l'Algérie française), la lutte contre « les ensaucissonnés de technocrates » et les « buveurs de lait ». L'énumération valait démonstration. Explication complémentaire : la vacuité intellectuelle de Pierre Poujade. « Démagogue », personnage haut en couleurs et

« fort en gueule » dont les prises de position étaient moquées tant elles semblaient aux yeux des commentateurs, contemporains et actuels, allier la « boursouffure du verbe », le parler « ordurier de la populace » à un charisme de tribun bien fait pour séduire « la France du béret et de la baguette, de la canette de bière et du litron de rouge ». P. Poujade incarnait la figure exemplaire du « héros calamiteux » et expliquait à lui seul l'infortune politique de l'UDCA (Union de défense du commerce et de l'artisanat) et d'autant plus que ceux qui le suivaient lui ressemblaient.

Cette représentation savante et intellectuelle du poujadisme se trouve encore dans les dictionnaires dont la définition officielle proposée est « une attitude revendicatrice à courte vue » ou « une attitude petite-bourgeoise de refus contre l'évolution socio-économique ». Elle avait été réactivée dans la presse en juillet 1982 à l'occasion de l'attaque de la Bourse du travail parisienne à coups de grenades fumigènes par les partisans du CNPMI de Gérard Deuil. C'est avec cette image en tête que j'ai rencontré les douze parlementaires poujadistes encore en vie, P. Poujade lui-même et son équipe du moment (cinq dirigeants). Le moins que l'on puisse dire c'est que, à quelques rares exceptions près, aucun d'entre eux ne cadrait avec la réputation préétablie. Faute, lors de cette première étape de mon travail, de pouvoir expliquer les raisons de ce décalage entre représentation et réalité qui désarçonnait la néophyte que j'étais, la restitution de leur réalité sociologique a constitué la meilleure méthode pour comprendre ce qu'ils avaient été. Ils étaient bien, en très large part, issus du monde de la boutique, mais à l'inverse de ce que j'avais pu lire, ils appartenaient à ses fractions « aristocratiques » (bouchers, charcutiers, pâtisseries...) et dans des secteurs qui n'étaient

pas du tout en déclin. De même, ce qui les distinguait des autres députés, c'était leur statut de novices en politique. Loin d'avoir été portés par un « anti-parlementarisme », ils avaient appartenu avant leur élection à des syndicats professionnels plutôt reliés aux partis centristes ou radicaux de l'époque ; ils avaient même tenté de répondre aux attentes du rôle de député, mais sans en maîtriser les compétences et les procédures, alors même que le Parlement de cette fin de Quatrième République était composé de véritables professionnels de la politique. L'échec des poujadistes s'était ainsi joué pour partie à l'Assemblée Nationale entre 1956-1958 et loin d'être lié à leur inaptitude intellectuelle, il renvoyait à l'impossibilité dans laquelle ils s'étaient trouvés de tenir et remplir leur rôle d'élu.

L'analyse de l'échec des poujadistes avait permis de réfléchir *a contrario* sur les mécanismes grâce auxquels se bâtit une autorité politique. Si l'inégale répartition des ressources engagées dans des relations de concurrence enclenche bien un processus objectif de discrimination des forces et des puissances sociales et politiques, elle est comme jouée au niveau, plus subjectif, du crédit attaché à leur représentation. De ce point de vue, il fallait regarder moins le phénomène lui-même que les alliés, adversaires, commentateurs. Il s'agissait d'une piste d'investigation nouvelle pour comprendre comment une image injurieuse avait été possible et comment elle avait pu tenir durablement jusqu'à aujourd'hui malgré la disparition de la scène publique de ceux qui lui avaient donné corps : restituer l'invention du mot, ses différents usages et significations, changeantes dans le cours du temps et selon les lieux où il est utilisé. C'est ce que j'ai fait pour le « poujadisme » en reconstituant la mobilisation intellectuelle, politique, savante autour de

ce mouvement à travers les prises de position dans la presse, les articles de presse et de revues plus ou moins scientifiques, les ouvrages publiés. On s'aperçoit alors que c'est toute une « nébuleuse » mendésiste (faite de journalistes, de technocrates, d'experts et de représentants syndicaux ouvriers et patronaux) qui monopolise très rapidement le commentaire. À l'inverse des poujadistes, elle dispose de ressources sociales, intellectuelles, politiques, éthiques efficaces et pose à l'avant-garde dans de multiples domaines en se rassemblant derrière une figure de proue auréolée d'un charme magistral sous la Quatrième République, celui de la modernité politique et économique éthique : Pierre Mendès-France.

C'est cette nébuleuse mendésiste qui invente le mot, le propage sur de multiples scènes (journalistique, politique, technocratique, syndicale) et le fait exister comme injure intellectuelle et politique sous le visage d'un P. Poujade revêtu de tous les stigmates du populaire ignoble dans lequel elle se reconnaît mais de l'autre côté du miroir : « archaïque », « rétrograde », « anti-moderne » et « réactionnaire », ce mouvement animé par « Poujadolf » est dangereux pour la démocratie et porteur d'un « fascisme » d'autant plus redoutable qu'il s'agit d'un « fascisme du pauvre ». L'infortune de l'UDCA mais aussi le succès du « poujadisme » comme injure sont ainsi liés à une rencontre entre la prétention à l'auto-représentation portée haut et fort par ces petits commerçants et artisans et une prétention concurrente et puissante à l'interprétation et à l'action politiques¹⁵. Dans le cas de Chirac, j'ai été conduite, dans la même perspective, à observer les

15. « Le poujadisme : histoire d'un mot de passe », *Genèses*.

usages de la biographie en politique, à la façon aussi dont son « identité » s'est complètement retournée après la création du RPR en 1976. Il a ainsi trouvé des ressources dans « l'indignité » qui lui était prêtée pour continuer à la tête du parti et devenir pleinement un héritier du gaullisme, même si c'était sous le visage de l'héritier « impossible » dans tous les sens du terme. Quant au « populisme », il s'agissait d'en retracer l'histoire et de repérer, sous l'apparente continuité du mot (depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'à aujourd'hui) les ruptures de significations que les différents usages dont il avait été l'objet avaient opérées.

Savoir/agir : Et le FN ?

Annie Collovald : Encore une fois, c'était moins le FN en tant que tel qui m'intéressait que la question suivante : comment est-il possible et pensable de voir dans le parti de Jean-Marie Le Pen un « populisme », en « appelant au peuple » et trouvant ses principaux soutiens dans les groupes populaires ? Mais cette question n'était pas à l'origine de mon travail sur le populisme : je voulais initialement faire une sociologie de ce mot. La question s'est imposée à moi en 2002 lorsque j'ai lu les commentaires sur l'arrivée au second tour des présidentielles de Jean-Marie Le Pen. Je dois le dire, j'étais indignée, sociologiquement et politiquement. Tout – la définition du populisme qui sociologiquement ne veut strictement rien dire, la représentation donnée du FN, les « constats » sur les électeurs frontistes – m'apparaissait déconnecté de toute réalité concrète¹⁶.

Contrairement aux recherches de filiation qui font remonter l'origine du populisme aux premières expériences politiques du début du XX^e siècle (populistes russes, People's Party américain) pour en suivre ensuite logiquement les autres destinations (les régimes latino-américains comme celui de Péron), la signification actuelle est beaucoup plus récente et politiquement située. Elle est issue des débats qui animent, à la fin des années 1970, l'extrême-droite américaine cherchant à se distinguer des libéraux (recrutés dans la grande bourgeoisie WASP) en se qualifiant elle-même de populiste. Nul « appel au peuple » ici : simple usage cynique du peuple pour conférer un semblant de légitimité sociale à une cause qui lui est étrangère et une éthique philanthropique à une entreprise néoconservatrice sur le plan économique et politique. C'est cette fiction intéressée, opposée à celle qui prévaut au même moment à l'autre bout de l'échiquier politique (et que mettent en évidence les travaux d'Howard Zinn qui insiste sur les mobilisations populaires), qui est importée en France pour désigner désormais le FN. On n'aurait plus affaire, avec ce parti, à du fascisme ou à une extrême-droite (comme les commentaires le suggéraient lors de l'apparition surprise du FN sur la scène politique nationale en 1984), le FN serait une nouvelle droite, certes un peu radicale, mais peu dangereuse et surtout une droite populaire. Ainsi une stratégie de démarcation purement instrumentale est prise pour argent comptant et la nouvelle étiquette de populisme va lui être appliquée sans autre preuve que sa réussite électorale. C'est que les raisons de lui conférer une autre identité que celle qui prévalait (et beaucoup moins injurieuse ou plus « républicaine ») ne visaient pas à produire des connaissances sur

16. *Le "populisme du FN" : un dangereux contresens*, Bellecombren-en-Bauges, éditions du Croquant, 2004.

ce parti. Elles renvoient (et renvoient encore) à des stratégies visant à défendre des points de vue professionnels : faire prévaloir que ce sont les discours (ou la communication) qui caractérisent le mieux la « nature » d'une organisation politique et non ses pratiques ou le recrutement social de ses différents personnels ; continuer à défendre l'idée propre aux historiens français du contemporain qu'il ne peut exister de fascisme en France (puisqu'il n'existerait que trois droites classiques : le légitimisme, l'orléanisme, le bonapartisme). Cette fiction intéressée va s'imposer quand, à partir des années 1990, des politologues découvrent, sur la foi des sondages électoraux, un « fait » extraordinaire : ce sont les classes populaires (ouvriers, employés, chômeurs) qui votent pour le FN. Que cette affirmation reçoive de multiples démentis, qu'elle soit moins une avancée scientifique qu'un échafaudage sans théorie ni fondement autre que des préjugés n'empêche rien. La boucle est bouclée, le « populisme » attire d'abord le populaire, son étymologie ne renvoie-t-elle pas d'ailleurs au « peuple » ? Et puis rien d'étonnant à ce qu'un parti indigne subjugué surtout les fractions sociales les plus illégitimes socialement : par manque de diplôme et de ressources économiques, elles ont une crédulité réceptive aux thèses frustrées et simplistes du FN, à l'inverse bien sûr des plus éduqués et des plus riches protégés par leur culture de toute adhésion à des idées xénophobes ou intolérantes. Le FN devient alors le premier parti ouvrier en France et le substitut du Parti communiste. Que dire ? Sinon que cette « évidence » confond phantasme et réalité, déclarations et pratiques effectives, qu'elle se réalise au prix de terribles raccourcis dans l'argumenta-

tion et qu'elle autorise du coup une levée des censures permettant l'affichage sans fard d'un racisme social sous l'apparence de constats « simplement » descriptifs ? « Qui a inventé les termes de bougnoules si ce n'est les classes populaires ? », s'interrogeait, par exemple, un politologue réputé en 2005 lorsque les catégories populaires, au grand scandale des « élites éclairées », ont voté « Non » au referendum européen. Bref, le populaire hier valorisé est aujourd'hui disqualifié et il est devenu un très mauvais argument politique tant il fait aujourd'hui « problème » pour la démocratie.

Dès lors, on peut se demander si l'image réconfortante que les commentateurs donnent du FN comme parti de prédilection des classes populaires ou de tous les « laissés pour compte » de la modernisation n'est pas un miroir tendu aux élites politiques, économiques et sociales : en les montrant à l'écart de ce rassemblement d'indignes, elle les exonère du retournement autoritaire qui atteint la démocratie dans ses règles pratiques et juridiques, de la montée des intolérances et des inégalités et d'une certaine façon justifie les politiques mises en œuvre (contrôle des « mauvais pauvres », surveillance accrue de toutes les échappées belles des classes populaires, licenciements à la pelle, fermeture d'usines qui font pourtant des bénéfiques, maltraitance des populations « immigrées » toujours vues comme délinquantes...). Ainsi s'instaure une distance morale telle avec les plus démunis qu'elle justifie tous les abandons passés et futurs, chasse des enfants autour des écoles, criminalisation de leurs défenseurs syndicaux, associatifs...

Savoir/agir : Comment expliquez-vous que la même notion soit utilisée par les

médias et certains commentateurs à propos de Jean-Luc Mélenchon ?

Annie Collovald : Le « populisme » est un très bon filon pour renouveler à moindres frais l'actualité et débattre du sexe des anges sans plus s'intéresser aux enjeux concrets débattus. Le mot a cette vertu en effet de réchauffer les passions (et les rengaines éculées) en suscitant la multiplication des papiers sensationnels (« Mélenchon-Le Pen : le match des populismes »), des prises de position indignées, des colloques donnant dans la comparaison internationale et en appelant à la réaction de la Communauté européenne, l'inquiétude pour la démocratie et le comportement électoral des classes populaires (il est vrai que la discussion s'enflamme moins bien avec les « classes moyennes »), des articles et débats pour la énième fois recommencés, toujours avec le même entrain et la même ignorance, sur la prédilection supposée des ouvriers pour le Front national, le tout en analysant à l'économie : économie de la réflexion, économie d'enquêtes autres que de façade et sur les façades (l'image, le ton, le style des leaders, les trahisons, les ralliements), économie de données solides, d'efforts de contextualisation historique et politique : un tel travail d'analyse suppose sans doute trop de temps, des efforts pour aller trouver des clefs interprétatives ailleurs que sous la lumière du lampadaire médiatique et parfois contre les évidences les mieux établies. Ses usages actuels fonctionnent à l'inventaire à la Prévert (Chirac, Berlusconi, Sarkozy, Tapie, Cresson, Chavez, Le Pen, Haider, Fortuyn, Bové, Lula, Mélenchon, tous des populistes) la poésie en moins et les intentions politiques en plus. En ce sens, ils portent à (lourdes) conséquences pour la compréhension

des enjeux sociaux et politiques. Non seulement, ils brouillent les frontières entre droite et gauche, avalisent l'idée que les « extrêmes » se rejoignent, mais ils confèrent à un parti indigne politiquement et moralement une identité bien moins injurieuse dans l'indignité (ce que le FN va s'empresser de reprendre à son compte à partir du milieu des années 1990 en se déclarant populiste d'abord).

Savoir/agir : Et quels sont aujourd'hui vos nouveaux chantiers ?

Annie Collovald : Grâce à l'Institut universitaire de France où je viens d'être nommée, je commence une nouvelle enquête sur les mobilisations politiques du petit patronat des années 1970 à aujourd'hui. Il y a aujourd'hui peu de travaux sur les petits commerçants et artisans qui n'ont pas bénéficié du regain d'intérêt pour les mondes patronaux. De même, très peu de choses sur les mobilisations de droite ou les mobilisations réactionnaires, l'intérêt sociologique se portant de façon privilégiée sur les mobilisations progressistes. Je reviens, comme on me l'a dit, à une sociologie des poujadismes : en quelque sorte à mes débuts ! ■